



HAL
open science

Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multi-niveaux du conflit de Mallku Khota

Claude Le Guill

► **To cite this version:**

Claude Le Guill. Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie. Une approche multi-niveaux du conflit de Mallku Khota. Cahiers des Amériques Latines, 2016. hal-01731242

HAL Id: hal-01731242

<https://hal.science/hal-01731242>

Submitted on 14 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie : une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota

*Imaginarios mineros y conflictos sociales en Bolivia : un enfoque multinivel del
conflicto de Mallku Khota*

*Mining imaginary and social conflicts in Bolivia : a multi-level approach to the
Mallku Khota conflict*

Claude Le Guill



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4337>

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique
latine

Édition imprimée

Date de publication : 13 décembre 2016

Pagination : 49-69

ISBN : 978-2-37154-069-9

ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Claude Le Guill, « Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie : une approche multiniveaux du
conflit de Mallku Khota », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 82 | 2016, mis en ligne le 13
décembre 2016, consulté le 13 décembre 2016. URL : <http://cal.revues.org/4337>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative
Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Claude Le Guill*

Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie

Une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota

La Bolivie d'Evo Morales connaît une médiation nouvelle sur la scène internationale depuis l'élection du premier président indigène du pays en 2005¹. Grâce à une forte symbolique autochtone, elle s'est construite au niveau international une image écologique propre à l'idée de double conservation de la biodiversité et des peuples indigènes présente dans les arènes internationales [Dumoulin, 2007]. Cependant, alors que la nouvelle Constitution politique de l'État approuvée par référendum en 2009 accorde de nombreux droits aux peuples indigènes [Lacroix, 2013], les lois chargées de la mettre en place marquent au contraire un tournant profondément extractiviste², propre à l'ensemble des gouvernements progressistes sud-américains [Gudynas, 2009]. À l'opposé de cette rhétorique écologiste internationale, le gouvernement Morales mobilise ainsi au niveau national un imaginaire « eldoradiste » d'exploitation des ressources naturelles profondément ancré dans l'inconscient bolivien,

* Creda, OHM Pima County (iGLOBES-CNRS/University of Arizona).

1. Evo Morales s'est illustré sur la scène internationale en évoquant à l'ONU l'accès à l'eau comme droit humain, en faisant reconnaître le jour de la Terre-Mère (22 avril) ou encore en organisant en 2010 la « conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère ».
2. Outre le thème minier abordé ici, la politique gouvernementale se caractérise par de nouvelles phases d'explorations pétrolières et gazières, une amplification de la frontière agricole, le soutien à l'agro-industrie... Une grande partie des politiques sociales du gouvernement Morales sont financées par les impôts sur les hydrocarbures.

propre au courant national-populaire latino-américain : nationalisations des ressources stratégiques, projets d'industrialisation et souveraineté nationale contre l'impérialisme des pays du Nord [Svampa, 2011].

À partir des contradictions du gouvernement d'Evo Morales entre *Pachamama*³ et extractivisme [Poupeau, 2013], nous proposerons une analyse multiniveaux des conflits miniers à partir de la région du Nord Potosí (cf. carte 1 ci-après). Cette région, aux forts imaginaires à la fois miniers et indigènes est particulièrement éclairante des tensions entre organisations sociales pour le contrôle des ressources naturelles autour de projets territoriaux concurrents [Hinojosa *et al.*, 2012]. À travers l'analyse du conflit de Mallku Khota, qui opposa en 2012 des communautés indigènes et des organisations sociales autour d'un gisement d'indium exploré par l'entreprise canadienne South America Silver, nous montrerons que le conflit repose tant sur une réalité matérielle que sur un répertoire discursif, normatif et symbolique conduisant à une redéfinition des modes de gestion et à une production de nouvelles représentations du monde [Massardier *et al.*, 2014]. Nous analyserons ainsi les discours du gouvernement Morales autour de la souveraineté ou de l'écologie comme des nouvelles représentations et des « champs de conflits » [Zegada *et al.*, 2011] au sein desquels les organisations sociales cherchent à construire leur légitimité pour le contrôle des ressources naturelles.

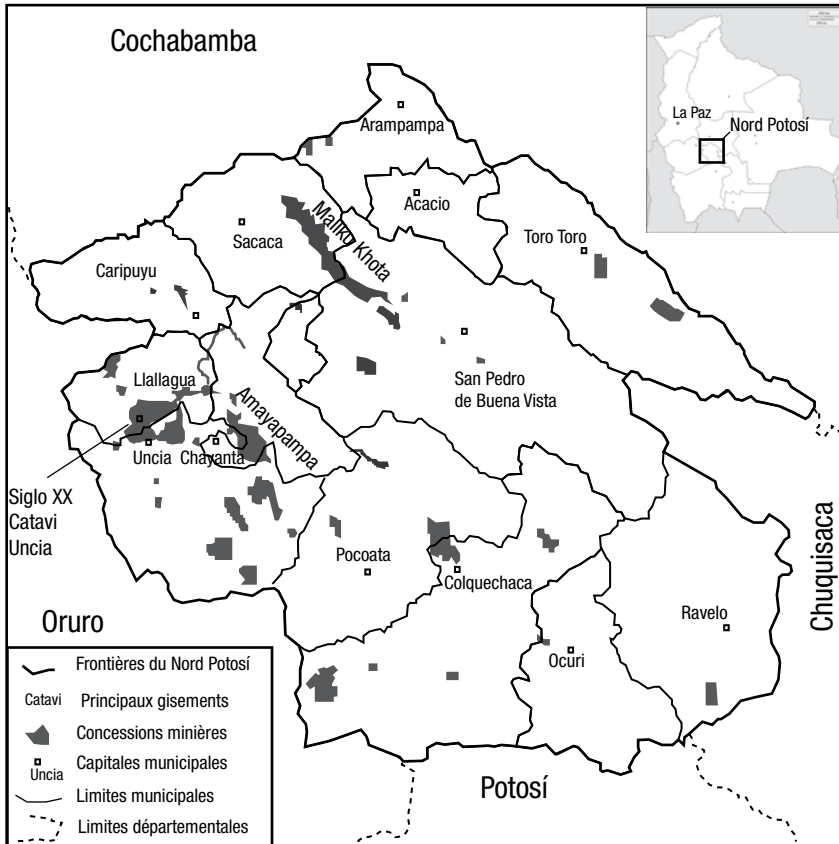
Notre approche multiniveaux – local, régional, national avec des connexions à l'international – nous permettra d'étudier la circulation des imaginaires et ressources de mobilisations que les différents acteurs s'approprient de manières stratégiques [Rodriguez-Carmora *et al.*, 2013], selon les niveaux dans lesquels ils s'inscrivent et où ils se projettent, non sans contradictions. Nous verrons ainsi que les discours sur la « greffe » ou le « rejet » de l'extraction minière dépend souvent moins d'un discours idéologique que des possibilités de coalitions et des évolutions du conflit. Si les imaginaires miniers et indigènes sont souvent perçus comme deux projets de développement opposés, nous démontrerons que le monde indigène construit une relation particulière avec l'extraction minière en Bolivie, en particulier dans le Nord Potosí comme le révèle le cas de Mallku Khota⁴.

3. La *Pachamama* peut être définie comme la divinité de la terre dans les Andes boliviennes.

4. Ce travail se fonde sur trois années de travail de terrain dans la région du nord Potosí, notamment grâce à une bourse de l'Institut français des études andines (2009-2011). L'analyse spécifique du conflit de Mallku Khota (2011-2012), repose à la fois sur l'enquête de terrain, des articles scientifiques et de presse, ainsi que sur des témoignages recueillis après les événements (en 2013 et 2014) auprès de *leaders* ayant participé au conflit.



CARTE 1. LES PRINCIPALES CONCESSIONS MINIÈRES DU NORD POTOSÍ



Le Nord Potosí compte près de 400 mines. Malgré cette richesse naturelle de son sous-sol, la région est considérée comme l'une des plus pauvres de Bolivie.

Source : Claude Le Guill, à partir de *Petropress*, n° 30, janvier-février 2013, Cedib.

Luttes symboliques et conflits d'imaginaires dans la politique minière d'Evo Morales

Le contexte minier s'inscrit dans l'histoire longue de la Bolivie. L'exploitation de la mine d'argent du Cerro Rico de Potosí sous la colonisation espagnole a laissé des traces dans l'inconscient bolivien, aussi bien dans certains rituels indigènes [Le Guill, 2013] que dans un traumatisme plus large que la géographe Lætitia Perrier Bruslé [2007] a nommé le « syndrome de Potosí » : l'exploitation des ressources naturelles par une nation étrangère au détriment du développement

de la population bolivienne. Ce sentiment de pillage s'est accentué au xx^e siècle à l'âge d'or de l'étain des mines d'Oruro et du Nord Potosí qui firent la richesse des barons de l'étain.

C'est à cette période que naît un autre imaginaire : celui des luttes héroïques des mineurs [Rodriguez-Carmora *et al.*, 2013]. Le Nord Potosí est la région la plus durement touchée par la répression du mouvement ouvrier. C'est à Uncia que naît la première organisation syndicale ouvrière de Bolivie en 1921. Le mouvement ouvrier-minier est au cœur de la lutte contre les dictatures, ce qui lui permet de se construire comme avant-garde du prolétariat en Amérique latine. Sa principale victoire est sa participation à la Révolution de 1952 qui conduit à la nationalisation des mines, avec la création de l'entreprise publique de la Corporation minière de Bolivie (Comibol) et de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), le puissant syndicat des travailleurs. Ces phases révolutionnaires se poursuivent avec la participation de la COB au régime socialiste du général Juan José Torres (1970-1971) ou dans la lutte pour le retour à la démocratie en 1982 [Lavaud, 1991 ; Dunkerley, 2003]. Ces événements font partie d'un mythe profondément ancré dans l'imaginaire national. Ainsi, lorsque 10 000 mineurs marchent contre la privation des mines en 1986, lors de la dénommée « marche pour la vie et la paix », c'est tout le pays qui s'attriste du sort de ce secteur historique. Depuis son élection en 2005, c'est avec le *guargatojo*⁵ sur la tête qu'Evo Morales salue le courage des mineurs à chaque visite à Llallagua, capitale régionale du Nord Potosí et bastion ouvrier.

Mais cette marche de 1986 montre aussi l'incapacité du mouvement ouvrier à influencer sur le destin du pays avec l'entrée en vigueur des politiques d'ajustements structurels, en 1985, qui marquent le démantèlement des mines d'État. Le secteur minier se retrouve divisé en trois branches : un secteur étatique quasi à l'abandon, un secteur privé qui récupère la gestion des principaux gisements et un secteur de coopératives minières qui se construit par les travailleurs eux-mêmes dans les mines marginales du pays, sans ressources économiques ni capacités d'investissement. Ainsi s'élabore une industrie minière dualiste entre un secteur privé de grande productivité et un secteur de coopératives rudimentaires [Crabtree et Chaplin, 2013]. Selon les chiffres fournis par le gouvernement, le secteur privé assure en 2013 près de 80 % de la production minière et regroupe 6 % des travailleurs. Les coopératives contribuent à près de 17 % de la production et emploient 90 % de la main-d'œuvre, soit 120 000 travailleurs. Le secteur étatique assume quant à lui moins de 4 % de la production [Morales, 2014]. Ces trois secteurs se partagent souvent les mêmes aires de travail, ce qui engendre de nombreuses

5. Le *guardatojo* est le nom du casque porté par les mineurs. Il est le symbole de la plupart des institutions publiques et privées du Nord Potosí avec la *montera* (casque porté par les indigènes lors des bagarres rituelles du *tinku*), l'autre symbole régional, emprunté à l'imaginaire indigène.



tensions depuis le boom minier de ce début de *xxi*^e siècle⁶. D'un côté, les travailleurs du secteur public et privé sont réunis au sein de la Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie (FSTMB), le syndicat historique d'avant-garde de la COB à qui la rhétorique minière du gouvernement Morales a permis de se remobiliser autour d'un discours socialiste [Quiroga Trigo, 2014]. De l'autre, les coopératives minières sont affiliées à la Fédération nationale des coopératives minières de Bolivie (Fencomin) et portent une lutte plus corporatiste visant à étendre les aires d'exploitation des coopératives sur un maximum de gisements, au nom d'un caractère social pourtant fortement contesté [Francescone et Diaz, 2013]⁷.

La particularité du Nord Potosí est de réunir, à côté de ces organisations minières, des organisations paysannes et indigènes en concurrence pour le contrôle du milieu rural [Le Gouill, 2011, 2013]. Les communautés indigènes sont parvenues à maintenir certaines structures territoriales et politiques d'origine précoloniale (*ayllus*⁸) et jouent un rôle de première importance en s'emparant de l'imaginaire romantique du natif écologique [Ulloa, 2007] pour faire entendre leurs voix sur la thématique minière, bien que n'étant pas reconnues comme « sujets de droit minier » par la nouvelle loi des mines et de la métallurgie de 2014 (*Ley de Minería y de Metalurgia*). Cet imaginaire avait trouvé un écho au sein de ces organisations à travers notamment l'influence de certaines ONG et de la coopération internationale. Cette articulation entre imaginaire indigène et écologie s'est par la suite amplifiée avec le gouvernement d'Evo Morales. L'écologie devient ainsi peu à peu un instrument politique. La *Pachamama* est donc un principe de positionnement sur la scène internationale pour le gouvernement mais est simultanément utilisée par les mouvements sociaux boliviens pour lutter contre ce même gouvernement [Poupeau, 2013]. Malgré cette rhétorique écologique, les mouvements ruraux boliviens se caractérisent en majorité par l'acceptation de l'économie minière [Svampa, 2010; Portugal, 2011]. Les principales revendications indigènes sur ce thème tournent autour du droit à la « consultation préalable, libre, informée et de bonne foi », reconnue au niveau

-
6. Ce boom se caractérise à la fois par l'élargissement de la frontière minière grâce à l'augmentation de la demande provenant des pays asiatiques mais aussi des prix des matières premières ainsi que par les avancées technologiques permettant l'exploitation de nouveaux sites ou la réactivation d'anciens de faibles teneurs en minerais et considérés autrefois comme non-rentables [Himley, 2010].
 7. Ces coopératives sont traversées par de fortes hiérarchies, inégalités et conditions de travail précaires mais continuent de bénéficier de privilèges en n'étant pas soumises aux impôts ni aux normes environnementales du fait de leur caractère « social ».
 8. *Ayllu* est l'unité territoriale, sociale et symbolique de base andine. Il rassemble un certain nombre de communautés sur un territoire avec son propre système d'organisation. Cette organisation s'est maintenue dans certaines régions de Bolivie et connaît aujourd'hui un processus de reconstitution mené par l'organisation nationale du CONAMAQ et ses variantes régionales (dont la FAOINP joue un rôle clé en Bolivie).

international et dans la Constitution politique de l'État de 2009, ainsi qu'autour de la participation aux bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles et pour le droit à constituer des entreprises communautaires minières administrées directement par les organisations indigènes.

La thématique minière dans le Nord Potosí reste ainsi problématique et fortement conditionnée par les projets territoriaux opposés portés par ces organisations sociales concurrentes [Hinojosa *et al.*, 2012] (cf. tableau 1 ci-après). Les principaux conflits miniers dans le Nord Potosí sont en effet situés dans des zones où se superposent plusieurs organisations (cf. carte 2 ci-après), chacune cherchant à y contrôler aussi bien l'espace politique que symbolique et à y imposer ses propres visions du développement. Cette approche groupale que nous proposons ici des identités organisationnelles ne doit pas faire oublier une situation parfois plus complexe, étant donné que de nombreux mineurs sont eux-mêmes indigènes [Godoy, 1988; Absi, 2003]. Ceux-ci peuvent ainsi être affiliés en même temps à deux organisations parfois concurrentes, même si bien souvent leur position duale ne leur permet pas d'obtenir de légitimité dans les deux organisations. Ils peuvent néanmoins, selon les contextes, mobiliser plusieurs systèmes de représentations et imaginaires opposés. Certaines frontières identitaires floues – entre paysans et indigènes par exemple – offrent également différents choix stratégiques et ressources mobilisables selon les contextes et objectifs individuels ou collectifs recherchés [Le Guill, 2013].

TABLEAU 1. LES ORGANISATIONS SOCIALES DU NORD POTOSÍ ET LEURS POSITIONS SUR LA THÉMATIQUE MINIÈRE

Organisations	Représentations	Positions politiques	Imaginaires et ressources mobilisés
Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB), créée en 1944	Représente les travailleurs des secteurs public et privé	Défense de l'entreprise publique Comibol au nom de la souveraineté nationale et des entreprises privées au nom de la défense du droit des travailleurs contre les coopératives	Imaginaire des luttes héroïques passées, entreprises publiques et privées comme garantes de la productivité et de l'obtention d'emplois
Fédération nationale des coopératives minières de Bolivie (Fencomin), créée en 1968	Représente les travailleurs des coopératives minières	Recherche corporatiste de nouvelles aires de travail pour les « coopérativistes » ¹ , que ce soit par la conversion de gisement de la Comibol et d'entreprises privées en coopératives ou par l'activation de nouveaux ou anciens gisements à l'abandon	Caractère social des coopératives, souveraineté du peuple bolivien face aux entreprises privées
1. Membres des coopératives minières.			

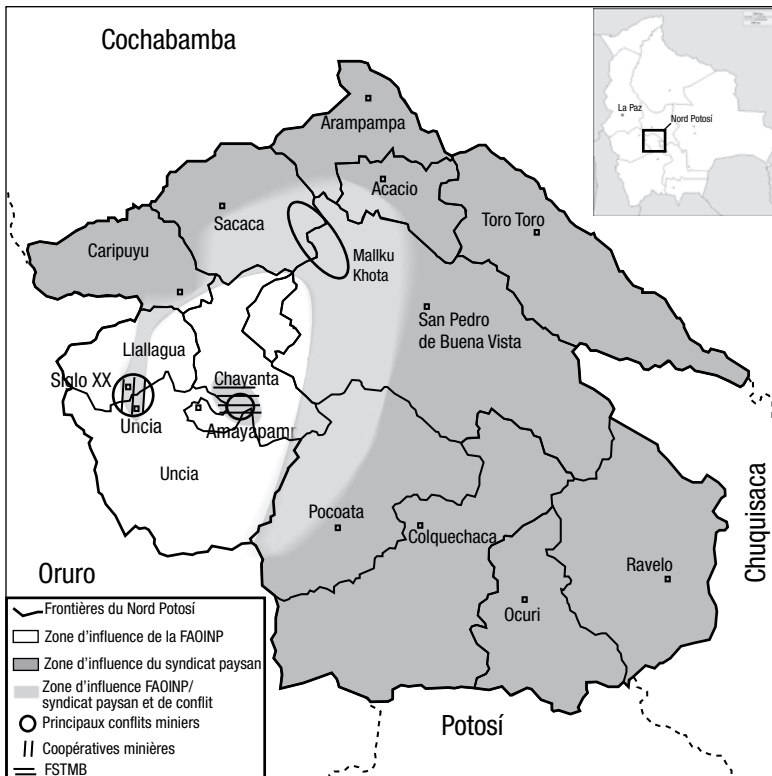
IMAGINAIRES MINIERS ET CONFLITS SOCIAUX EN BOLIVIE :
UNE APPROCHE MULTINIVEAUX DU CONFLIT DE MALLKU KHOTA



Fédération des <i>ayllus</i> , originaires et indigènes du Nord Potosí (FAOINP), créée en 1993	Représente les peuples et communautés indigènes, affiliée au niveau national au Conseil des <i>ayllus</i> et <i>markas</i> du Quallasuyu (Conamaq)	Au niveau national, le Conamaq est entré en conflit avec le gouvernement Morales, en remettant notamment en cause sa politique extractiviste	Imaginaire environnemental du natif écologique, droits reconnus à l'échelle internationale pour les peuples autochtones (droit de consultation)
Fédération syndicale unique des travailleurs paysans du Nord Potosí (FSUTCNP) créée en 1979	Représente les paysans. Affiliée au niveau national à la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB)	Le syndicat paysan est la principale organisation rurale du pays et le premier soutien au gouvernement, Evo Morales faisant lui-même partie de la CSUTCB en tant que producteur de feuille de coca	Épouse les positions adoptées par le gouvernement

Source: Claude Le Guill.

CARTE 2: LE NORD POTOSÍ, AIRES D'INFLUENCE DES ORGANISATIONS SOCIALES ET PRINCIPAUX CONFLITS MINIERS



Source: Claude Le Guill.

Mallku Khota : le contexte du conflit

Le gouvernement d'Evo Morales reprend en 2012 le contrôle du gisement de Mallku Khota (cf. photo 1 ci-après), à travers la gestion de la Comibol. Ce gisement était contrôlé par l'entreprise junior canadienne South American Silver à travers l'Empresa Minera Mallku Khota qui obtient ses droits d'exploration entre 2003 et 2008⁹. Les concessions sont localisées sur les territoires de cinq *ayllus* distincts. Ce gisement est considéré comme l'une des plus grandes richesses mondiales d'indium¹⁰ et le second gisement d'argent de Bolivie après la mine de San Cristobal, en plus de contenir de l'or, du cuivre et du zinc [Cedib, 2013]. Il nécessite une exploitation à ciel ouvert et un déplacement du village du même nom. L'exploitation de ce lieu n'est pas récente. La mémoire locale rapporte que les Incas exploitaient l'or de la montagne proche de Villacota et se seraient entre-tués à l'arrivée des Espagnols afin de cacher leur trésor au fond d'une lagune.

PHOTO 1. MALLKU KHOTA, DANS L'EXTRÊME NORD POTOSÍ



L'une des trois lagunes de Mallku Khota.

© Claude Le Gouill.

9. Selon l'État plurinational de Bolivie [EPB, 2015], la South American Silver est une société des îles des Bermudes appartenant à l'entreprise canadienne South American Silver Corporation (aujourd'hui Tri Metals Mining Inc.) inscrite à la bourse de valeurs de Toronto. Il s'agit ainsi d'une compagnie *offshore* de l'entreprise-mère canadienne.

10. L'indium est un métal rare utilisé notamment dans l'industrie de haute technologie pour la fabrication des écrans plats LCD. Il est l'une des quatorze matières critiques identifiées par l'Union Européenne en raison de la faiblesse de ses réserves mondiales actuellement estimée.



Lors de mon premier terrain dans le Nord Potosí en 2006, j'avais été invité à me rendre à Mallku Khota par des habitants proches du lieu, qui souhaitaient me montrer la beauté des lagunes et leur futur projet touristique. En effet, les *ayllus* de la zone lançaient l'année suivante la première fête de la truite en espérant créer un tourisme d'aventure et sportif grâce à l'implantation de truites dans les lagunes. Ils m'indiquaient à l'époque la présence d'une mine d'or dans laquelle travaillaient quelques habitants de manière artisanale. D'après eux, le gisement appartenait à une petite entreprise, la Empresa Minera Mallku Khota, sans savoir que celle-ci était contrôlée par la South American Silver qui projetait une exploitation à ciel ouvert afin d'exploiter ce qu'elle affirme être l'un des plus importants gisements d'indium du monde. Ce manque de communication de la part de l'entreprise devient par la suite le cœur du problème, et la place à mille lieues des nouvelles stratégies de responsabilités sociales et modes de gouvernance éthiques impulsés au niveau international par les entreprises minières [Himley, 2010]¹¹.

À la fin des années 2000, les communautés indigènes proches du gisement commencent à critiquer les contaminations des lacs de Mallku Khota – la truite y aurait disparu – et le projet à ciel ouvert, tout en reprochant le manque de retombées économiques et de travail. Les lagunes sont également dites sacrées par la population, marquant là un processus de patrimonialisation de l'espace propre à de nombreuses mobilisations environnementales [Trom, 1999], mais qui trouve dans le cas indigène une résonance particulière dans le contexte international de reconnaissance de leurs territoires et de leurs cultures. La mobilisation de la défense de la *Pachamama* permet également une « montée en généralité » et de dépasser le seul cadre de la revendication locale pour exprimer une lutte pour la Terre-Mère dans son ensemble, à laquelle est aujourd'hui associée cette divinité andine [Poupeau, 2011].

L'absence de consultation auprès des populations locales semble être l'élément déclencheur du conflit, comme l'indique l'un des principaux *leaders* de la mobilisation, Cancio Rojas :

« En 2007, il aurait dû y avoir une consultation. Les gens la voulaient, ils [l'entreprise] auraient sûrement accepté. Mais comme elle n'a pas eu lieu et que les membres de l'entreprise ont commencé à occuper leur territoire en se comportant mal, les gens se sont énervés¹². »

11. Cette absence de politiques de responsabilités économiques et sociales pourrait provenir du fait que la South American Silver est une entreprise junior. Ces entreprises se caractérisent par leur aspect éphémère. Elles sont peu expérimentées, spéculatives et sont rachetées par les entreprises seniors à la veille de la production, ces dernières ayant des stratégies de communication beaucoup plus poussées [Deshais, 2011].

12. Propos extraits d'un entretien individuel réalisé en avril 2014.

En plus du droit de consultation exigé par les habitants, une rumeur indiquant que le gisement comprenait d'importantes réserves d'or attire les convoitises des habitants [Cedib, 2013], en faisant resurgir l'imaginaire d'un trésor précolonial. Les *leaders* des communautés proches de Mallku Khota sont les premiers à questionner la présence de l'entreprise et alertent les représentants de leur organisation régionale (Faoinp) puis nationale (Conamaq), selon leur modèle de gestion interne. Aucune ONG environnementale ne semble être présente dans la région au moment du conflit¹³, même si les discours portés par les *leaders* opposés à l'entreprise s'inscrivent dans la continuité des notions de bonne gestion environnementale et de respect des droits indigènes promues par la coopération internationale dans la région depuis les années 1990 (principalement la coopération danoise avec Danida et Ibis Dinamarca). De plus, le conflit connaît un retentissement national et international, en donnant lieu à plusieurs suivis d'institutions mobilisées contre les projets extractivistes en Bolivie et en Amérique latine comme le Centre de documentation et d'information de Bolivie (Cedib) et l'Observatoire des conflits miniers de l'Amérique latine (Ocmal)¹⁴. En 2010, des premières réunions sont organisées au niveau régional avec la Faoinp et des représentants du ministère de l'Environnement. Les premiers débats portent sur la question du droit de consultation demandé par les habitants locaux et que le Conamaq négocie au moment même avec le gouvernement dans un projet de loi, en plus d'exiger des bénéfices sur les redevances minières et un projet de lutte contre l'extrême pauvreté dans la région [Mokrani et Uriona, 2012]. Un projet de création d'une entreprise communautaire, gérée directement par les communautés selon leurs us et coutumes se met peu à peu en place par la voix des principaux *leaders* de la Faoinp¹⁵.

Face à l'absence de dialogue avec l'entreprise, une première « attaque » est menée en décembre 2010 par des représentants de la Faoinp et des habitants proches de Mallku Khota, durant laquelle du matériel est sabordé ou pillé¹⁶.

13. La South American Silver aurait de son côté contacté l'ONG Cumbre de Sajama afin de socialiser son projet auprès des communautés en 2009 [Cedib, 2013].

14. Sur ce point, il est important de préciser que lors d'un passage près de Mallku Khota en 2013, de nombreux *leaders* impliqués dans ce conflit (opposés ou en faveur à l'entreprise) m'ont demandé de leur fournir les documents rédigés par ces organisations du fait qu'ils n'y avaient pas eu accès, ce qui tendrait à montrer une présence et un rôle direct assez limité de ces organisations dans le conflit.

15. Une enquête auprès des représentants de la Faoinp (2009-2011) a montré que le discours porté par ceux-ci sur l'exploitation des ressources naturelles était assez hétérogène, entre volonté de construction plus ou moins élaborée d'entreprises communautaires, désir de faire de ces gisements des réserves en cas de difficultés agricoles, simple souhait d'obtenir des emplois et des redevances pour les communautés... Les discours sur le droit de consultation et les imaginaires de l'indianité soutenus par les organisations internationales étaient cependant décrits de manière beaucoup plus précise [Le Gouill, 2011 (b)].

16. Cet historique du conflit provient de l'enquête de terrain, du suivi de la presse durant l'apogée du conflit et d'entretiens postérieurs réalisés auprès de plusieurs *leaders* indigènes de la zone mobilisée.



Face à cette première tension, la South American Silver organise en 2011 plusieurs réunions afin de diffuser des informations sur son projet, d'expliquer les retombées économiques futures et de critiquer fortement ses opposants. Elle accuse notamment les représentants de la Faoinp de s'être auto-nommés et de ne pas être légitimes, selon un procédé de disqualification courant dans les conflits environnementaux [Trom, 1999]. Cette disqualification se fonde dans notre cas sur les supposés intérêts personnels des représentants indigènes contre l'intérêt général des communautés, ainsi que sur une délégitimation de leurs arguments qui soulignent les caractères consultatif et démocratique revendiqués dans le cadre de leurs traditions. Une organisation indigène parallèle en faveur de l'entreprise – la Coordination territoriale originaire autonome des six *ayllus* (Cotoa-6A) – aurait même été créée par l'entreprise dans le cadre de sa stratégie de division du monde rural local, réunissant des communautés le plus souvent éloignées des concessions et donc pas directement touchées par l'exploitation [EPB, 2015]. Des procédures judiciaires portées par l'entreprise contre les représentants de la Faoinp enveniment la situation. La Faoinp organise ses propres assemblées (*cabildos*) pour déterminer le futur de l'exploitation et réaffirmer la primauté de cette organisation sur le territoire. Le 5 mai 2012, la tension s'amplifie lorsqu'un régiment de policiers est envoyé par la procureure de la ville de Sacaca afin d'arrêter un représentant indigène. Cette action est perçue par les communautés opposées à l'entreprise comme la preuve d'une collusion entre la South American Silver et le gouvernement. Des affrontements éclatent à la suite desquels un policier est retenu prisonnier par les habitants de Mallku Khota. Le lendemain, le 6 mai, sa libération est soumise à l'expulsion de l'entreprise et à l'arrêt des procédures judiciaires contre les représentants indigènes. Lors de nouveaux affrontements, le 8 mai, un nouveau policier est fait prisonnier. Les deux policiers sont finalement libérés le jour suivant grâce à la médiation du gouverneur du département de Potosí, du même parti qu'Évo Morales, membre du syndicat paysan et originaire du Nord Potosí. L'antagonisme prend une nouvelle ampleur le 18 mai lorsqu'une réunion régionale entre les partisans et les opposants à l'entreprise tourne à l'affrontement. Le 22 mai, le représentant indigène Cancio Rojas est arrêté après avoir été accusé de violences envers les policiers, malgré les nombreuses preuves indiquant qu'il n'était pas présent au moment des faits. La suite du conflit est une succession de violences entre habitants de la région, à coups de dynamite, faisant de nombreux blessés et un mort par balle lors d'affrontements avec la police. Des ingénieurs de l'entreprise sont séquestrés (accusés de s'être déguisés en indigènes pour participer à des assemblées) et la zone est finalement militarisée par le gouvernement jusqu'à parvenir à un compromis.

La multiplication des acteurs et des niveaux mobilisés

Pour comprendre les divisions au sein du monde rural sur cette question minière, il est important de décrire les différents acteurs en présence (cf. tableau 2 ci-après). Le conflit trouve en effet sa source dans les divisions organisationnelles, identitaires, historiques et politiques de la zone, en plus du risque environnemental pour les communautés situées à proximité des concessions. La mine de Mallku Khota est en effet située à cheval sur deux municipalités – Sacaca et San Pedro de Buena Vista – toutes les deux dirigées par le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales, bien que la première le soit avec le syndicat paysan et la seconde avec l'organisation des *ayllus* de la Faoinp. La zone est en effet divisée entre communautés affiliées au syndicat paysan-indigène de la CSUTCB, fidèle au gouvernement, et les communautés de l'organisation de l'*ayllu* affiliées au niveau national au Conamaq entré en opposition au gouvernement¹⁷. Ce sont les communautés affiliées à cette dernière qui entreprennent la mobilisation, par le biais de leur organisation régionale (Faoinp). Elles accusent l'entreprise South American Silver de cacher les informations concernant l'exploration du gisement, de polluer les lagunes situées au cœur même des concessions et de financer des groupes de choc afin de participer au climat de tension dans la région. Pour cela, elles mobilisent l'ensemble des ressources indigènes, qu'elles soient symboliques à travers l'imaginaire du natif écologique, de l'entreprise communautaire ou de la justice indigène¹⁸, ou normatives en appelant au droit de consultation reconnu au niveau international. Cet imaginaire indigène marque ainsi pour la population locale tout autant une volonté forte de souveraineté sur son territoire face à une menace extérieure, une stratégie de repli sur un ethos communal [Thomson, 2007] qu'un outil de changement d'échelle vers l'international que les thématiques indigènes et écologiques permettent de mobiliser. Le Conamaq fait ainsi une dénonciation auprès du Haut-Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU pour demander la libération du *leader* Cancio Rojas, le respect du droit à la consultation et des droits collectifs indigènes ou encore la fin de la criminalisation du mouvement indigène par le gouvernement.

Le projet d'exploitation par l'entreprise est cependant soutenu par le gouvernement d'Evo Morales, par les communautés affiliées au syndicat paysan de la CSUTCB, par les deux mairies du MAS ainsi que par une branche masiste de la Faoinp. L'enjeu minier local s'inscrit ainsi dans une lutte nationale faisant du

17. Cette division des communautés entre syndicats paysans et organisation indigène repose à la fois sur des dynamiques historiques, identitaires et stratégiques [Le Gouill, 2011, 2013].

18. Le 7 juillet, les ingénieurs de l'entreprise retenus prisonniers sont libérés après avoir été contraints, à la suite d'un procès relevant de la justice indigène, de construire mille briques de torchis au bénéfice de la communauté après avoir été jugés coupable d'espionnage.



gouvernement Morales le centre du débat politique¹⁹. Comme l'a révélé Arze Alegria [2014] pour d'autres conflits miniers en Bolivie, même lorsque le conflit oppose deux secteurs locaux en lutte, c'est l'État qui est le destinataire direct ou indirect des demandes en tant que propriétaire des ressources naturelles non renouvelables. La dynamique du conflit à l'échelle locale ne peut ainsi se comprendre que dans son inscription à l'échelle nationale à travers un déplacement scalaire des espaces d'action et de revendication des acteurs. Si les acteurs mobilisés au niveau local cherchent ainsi des appuis nationaux et internationaux, l'inverse est également le cas : des organisations nationales veulent s'immiscer dans les conflits locaux afin d'y affirmer leur légitimité politique. C'est le cas notamment des organisations minières de la FSTMB et des coopératives, en lutte au niveau national pour le contrôle des aires de travail, qui vont profiter de ce conflit minier de Mallku Khota pour revendiquer leur droit de travail sur le gisement.

TABEAU 2. LES PRINCIPALES REVENDICATIONS DES ORGANISATIONS SOCIALES À MALLKU KHOTA

Organisations	Positionnement face à l'entreprise minière
Fédération des <i>ayllus</i> , originaires et indigènes du Nord Potosí (Faoinp)	Principale opposant à l'entreprise, elle souhaite expulser la South American Silver et créer une entreprise communautaire fonctionnant selon le modèle indigène d'organisation politique du territoire
Fédération syndicale unique des travailleurs paysans du Nord Potosí (FSUTCNP)	Principale alliée du gouvernement, elle soutient la position gouvernementale, d'abord dans la négociation avec l'entreprise, puis dans le projet de nationalisation
Coopératives minières	Elles espèrent la création de coopératives minières afin d'ouvrir de nouvelles aires de travail aux « coopérativistes »
Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB)	Représentant les mineurs du public et du privé, la FSTMB essaye dans un premier temps de négocier elle-même avec l'entreprise, puis soutient le projet étatique de nationalisation. Son principal objectif est d'empêcher la création de coopératives et d'entreprises communautaires

Source : Claude Le Guillou.

Outre cet aspect politique et organisationnel, le conflit repose également sur le fractionnalisme historique des communautés andines et les tensions ethniques de la région. Le gisement étant situé en zone d'altitude, l'entreprise installe son campement dans le village des vallées de Sakani où vit une population

19. Ce n'est peut-être pas un hasard si la première attaque contre l'entreprise, en décembre 2010, a lieu au moment même où le gouvernement est en difficulté sur le thème du *gasolinazo*, un décret augmentant le prix de l'essence et du diesel respectivement de 73 % et 82 %. Après plusieurs jours de mobilisations et de violences dans tout le pays, ce décret est finalement suspendu par le gouvernement.

principalement d'origine métisse²⁰, qui bénéficie directement des premiers emplois et du commerce avec les ingénieurs du projet. Cette population a donc davantage de contacts avec l'entreprise que la population d'altitude. Le conflit de Mallku Khota s'alimente donc d'une rivalité historique entre deux ensembles géographiques – entre zone d'altitude et de vallées – mais aussi des tensions ethniques entre population métisse et population indigène. L'opposition entre les deux collectifs n'est pourtant pas systématique et d'autres emplois ont également été négociés par 44 communautés paysannes et indigènes avec la South American Silver, devenant dès lors les principales alliées de l'entreprise. Ces communautés et ce campement minier sont à plusieurs reprises attaqués par les opposants au projet [Mokrani et Uriona, 2012].

Ces tensions entre organisations sociales vont être en partie dépassées par la recherche d'alliance entre acteurs, pour mettre en place une coalition qui va dès lors nécessiter un changement de rhétorique et d'objectif. Les symboliques écologiques et indigènes vont laisser place à une revendication plus directement orientée vers l'enjeu matériel de l'accès au gisement. Selon une enquête du Cedib [2013], la volonté des *ayllus* de constituer une entreprise communautaire est récupérée par la Fencomin qui demande la construction d'une coopérative selon son propre mode de fonctionnement. D'après l'un des principaux *leaders* de la mobilisation, Cancio Rojas, le passage d'une entreprise communautaire à une coopérative est une stratégie délibérée des *ayllus* pour mobiliser l'ensemble de la région, notamment les « coopérativistes » :

« Ce qui est clair, c'est qu'il ne faut pas cacher la vérité, les communautés ont décidé de former une coopérative pour réunir plus de monde, pour se défendre, parce que la communauté était divisée. [...] Il n'y avait pas d'autres solutions parce que l'entreprise avait beaucoup de ressources et achetait les gens, donc il fallait être plus rapide que l'entreprise. Les gens ont dit rapidement que tout le Nord Potosí allait y travailler et là tout le monde s'est rassemblé²¹. »

Face à la complexité des alliances au niveau local et aux ressources économiques de l'entreprise, la stratégie des habitants est alors de changer d'échelle en appelant à l'identité du Nord Potosí dans ce projet de coopérative, qui permet de réunir l'ensemble de la région au contraire de l'entreprise communautaire au seul bénéfice des populations indigènes locales. Les débats autour de la consultation et des contaminations laissent dès lors place à des questionnements autour des modes de gestion des ressources minières [Mokrani et Uriona, 2012]. Cette coalition est facilitée par les frontières poreuses entre organisations sociales, étant

20. Dans le Nord Potosí, la population métisse fait référence à la fois aux descendants espagnols et aux propriétaires terriens actuels et passés, vivant le plus souvent dans des bourgs ruraux et ne participant pas à la vie politique des communautés indigènes.

21. Propos extraits d'un entretien individuel réalisé en avril 2014.



donné que de nombreux indigènes sont eux-mêmes « coopérativistes ». Ainsi, cette alliance avec la Fencomin permet aux *ayllus* de mobiliser un nombre plus important d'opposants autour de l'identité *nortepotosina* et d'une même économie morale des dominés qui trouve son origine dans le sentiment de pillage et d'abandon vécu par une large proportion de la population régionale.

D'autres logiques se heurtent cependant au niveau national. Une Marche en défense du lac sacré de Mallku Khota est organisée par la Faoinp et le Conamaq jusqu'à La Paz, autour de plusieurs demandes : expulsion de l'entreprise, libération du représentant indigène Cancio Rojas, mesures contre l'extrême pauvreté dans le Nord Potosí, approbation de la loi-cadre de consultation. Le changement d'échelle au niveau national est cependant ici un fiasco, l'unité régionale éclatant devant les revendications corporatistes des groupes nationaux mobilisés. Si l'abandon de l'imaginaire écologiste et indigène avait du sens au niveau régional où les habitants semblent privilégier des revendications matérielles, il ne l'est pas pour l'organisation nationale du Conamaq plus proche des espaces du pouvoir et de la représentation type de l'indianité. Le Conamaq se retire ainsi de la marche du fait de la présence des « coopérativistes », en les accusant de chercher à profiter de la rupture du contrat avec l'entreprise pour monter une coopérative classique, à l'encontre du discours écologique et communautaire de l'organisation indigène [Cedib, 2013]. L'arrivée de 3 000 à 6 000 *marchistas* du Nord Potosí à La Paz se fait ainsi dans le chaos, au milieu d'affrontements avec la police et des accusations de manipulation entre secteurs du Conamaq et des « coopérativistes ».

La concession de Mallku Khota est finalement retirée à l'entreprise le 1^{er} août 2012 et sa gestion est confiée à la Comibol, à travers ce que le gouvernement nomme une « nationalisation » du gisement. Le projet de création d'entreprise communautaire est dès lors réactivé et négocié avec le gouvernement. Des formations en électricité, charpenterie, plomberie sont imaginées avec la participation active des communautés. Des plans de créations d'emplois sont préparés sur plusieurs années²². Au final, le projet est bloqué par le gouvernement, semble-t-il sous la pression du syndicat minier de la FSTMB qui contrôle le gisement au sein de la Comibol et des coopératives minières de la Fencomin qui voient dans cette gestion communautaire une solide concurrence à son mode de gestion de coopérative. Cette nationalisation s'avère ainsi être un échec pour l'ensemble des groupes sociaux et institutions concernés. Le passage d'une exploitation par une entreprise privée à la Comibol n'apporte aucune garantie écologique ou de travail pour les populations locales, étant donné l'incapacité technique et matérielle de la Comibol à poursuivre la phase de prospection et à lancer celle d'exploitation. Face à ce *statu quo*, les *ayllus* relancent à plusieurs reprises leur projet d'entreprise communautaire mais sans résultat pour le moment. De son côté, la South

22. Entretien individuel avec Hector Cordova, le président de la Comibol de l'époque (avril 2014).

American Silver a lancé une procédure internationale contre l'État bolivien auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Pour se défendre, le gouvernement bolivien attaque les modes de gestion des entreprises *offshore* et accuse la South American Silver d'avoir enfreint les droits de l'Homme, de n'avoir pas concerté les communautés dans ses projets de développement – reprenant à son avantage l'argument des responsabilités économiques et de participation promu par les entreprises minières au niveau international – ainsi que d'avoir cherché à criminaliser les autorités indigènes, à diviser la population et à influencer le gouvernement à travers la création d'une organisation indigène parallèle, illégale et illégitime [EPB, 2015].

Conclusion

La multiplication des acteurs (organisations indigènes, syndicats paysans, coopératives, syndicats miniers, partis politiques, ONG...) engendre de complexes réseaux de pouvoir, d'alliances et d'oppositions qui peuvent évoluer selon les niveaux et espaces politiques dans lesquels on analyse le conflit et les interlocuteurs. Une unité peut ainsi exister au niveau régional alors que des divisions persistent au niveau local ou national. Cette fragmentation s'explique en partie par l'évolution des acteurs en concurrence et les nouveaux enjeux autour de la gestion des ressources naturelles. Le traditionnel régionalisme et corporatisme bolivien ont conduit à une résurgence des conflits pour le contrôle des gisements miniers, en s'appuyant notamment sur les formes d'autonomie reconnues par la nouvelle Constitution politique de l'État. Cette rhétorique de la souveraineté employée par le gouvernement Morales face à l'impérialisme étranger est ainsi réappropriée par les organisations sociales revendiquant toujours plus de souveraineté territoriale, qu'elle soit nationale, régionale, locale ou indigène. Ces logiques identitaires territoriales ne peuvent pas être comprises comme un simple repli sur soi, mais doivent au contraire être analysées comme le résultat de multiples interactions entre niveaux (local, régional, national, global) et acteurs en concurrence. Les positions affichées par les groupes mobilisés laissent de plus entrevoir des passerelles et formes de coalitions, comme le montre l'alliance des *ayllus* avec les coopératives à un moment du conflit. Stratégique afin de changer d'échelle et de mobiliser l'ensemble du Nord Potosí lorsque le niveau local est divisé, la coalition indigènes/coopératives minières répond à une logique groupale opérée par des groupes d'acteurs concurrents mobilisés par un enjeu, des idées et des intérêts communs. Dans notre cas, cette alliance repose sur une identité régionale commune et une économie morale des dominés partagée, reposant sur un même sentiment d'exclusion et une solidarité facilitée par le fait que de nombreux «coopérativistes» sont eux-mêmes indigènes. Le cas de Mallku Khota montre ainsi en quoi le conflit entre différents projets de développements portés par des



organisations concurrentes est un moment permanent de négociation, aussi bien entre les organisations elles-mêmes que dans la construction des identités et des territoires.

Le travail de terrain réalisé en Bolivie a ainsi montré que, si les communautés peuvent utiliser certains concepts écologiques comme ressources stratégiques de mobilisation, leurs modes concrets d'appréhension du territoire dépassent bien souvent cette « interprétation panthéiste de la *Pachamama* » pour une utilisation plus pragmatique des ressources naturelles [Portugal, 2011, p. 258]. Les nouveaux conflits autour des exploitations minières permettent ainsi aux communautés d'élaborer leurs propres discours sur l'accès au gisement comme le révèle le conflit de Mallku Khota. Ce discours semble encore hésitant, du fait notamment que les *leaders* indigènes ont bien conscience que l'aspect matériel des revendications ne semble pas totalement légitime au sein des rhétoriques indigènes et écologiques internationales. Les liens des organisations indigènes du Nord Potosí avec les ONG internationales autour des symboliques de l'indianité (droits culturels, droits sur le territoire...) ont éloigné ces organisations des enjeux plus directement économiques ou, quand ceux-ci étaient évoqués, ils l'étaient au nom de projets de développement *top down* ne permettant que rarement l'autonomie économique des communautés. Dans ce sens, la connexion à l'international du mouvement indigène inscrit celui-ci dans un cadre normatif et symbolique qui, malgré des avancées importantes pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones au niveau mondial [Bellier, 2006], trouve ses limites par ses contradictions entre la dimension symbolique de l'indianité et les revendications matérielles des communautés. Le conflit de Mallku Khota révèle ainsi ces logiques d'appropriation des imaginaires construits d'en haut, mais aussi leur instrumentalisation stratégique selon des logiques *bottom up*, du fait que les « modèles internationaux de gestion ne sont pas adoptés "clefs en main" mais traduits dans chaque contexte national et/ou territorial » [Massardier *et al.*, 2014, p. 70].

BIBLIOGRAPHIE

- ABSI Pascale, *Les ministres du Diable : le travail et ses représentations dans les mines de Potosí, Bolivie*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- ARZE ALEGRÍA Alejandro, « La lógica del conflicto minero », in UNIR, *La veta del conflicto: ocho miradas sobre conflictividad minera en Bolivia (2010-2014)*, La Paz, 2014.
- BELLIER Irène, « Identité globalisée et droits collectifs : les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », *Autrepart*, n° 38, 2006, p. 99-118.
- CEDIB, « Mallku Khota: breve cronología del conflicto minero de Mallku Khota », *Informe Minera, Tierra y Territorio*, 2013.
- CRABTREE John et CHAPLIN Ann, *Bolivia: procesos de cambio*, La Paz, PIEB/

- Cedla/Oxfam, 2013.
- **DESHAIES Michel**, « Grands projets d'exploitation minière et stratégie des firmes pour se rendre environnementalement acceptables » [en ligne], *L'Espace politique*, n° 15, 2011 [consulté le 14 novembre 2015]. Disponible sur : <https://espacepolitique.revues.org/2113?lang=en>
 - **DUMOULIN David**, « Grandeur et décadence de la double conservation dans les arènes internationales », *Quaderni*, vol. 64, n° 1, 2007, p. 23-35.
 - **DUNKERLEY James**, *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 2003.
 - **EPB (Estado Plurinacional de Bolivia)**, *Memorial de objeciones a la jurisdicción, admisibilidad de los reclamos y contestación a la demanda, caso cpa n° 2013-15*, 2015.
 - **FRANCESCONE Kirsten et DIAZ Vladimir**, « Cooperativas mineras bolivianas: entre socios, patrones y peones », *Petropress*, 2013, p. 34-41.
 - **GODOY Ricardo**, « Small-scale mining and agriculture among the Jukumani Indians, Northern Potosí, Bolivia », *The Journal of Development Studies*, vol. 24, 1988, p. 177-196.
 - **GUDYNAS Eduardo**, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo: contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », in **Jürgen SCHULDIT**, *Extractivismo, política y sociedad*, CAAP/Claes, 2009, p. 187-225.
 - **HARRIS Olivia et ALBÓ Xavier**, *Monteras y guardatojos: campesinos y mineros en el Norte de Potosí*, La Paz, Cipca, cuaderno de investigación n° 26, 1984.
 - **HIMLEY Matthew**, « Global Mining and the Uneasy Neoliberalization of Sustainable Development », *Sustainability*, n° 20/2, 2010, p. 3270-3290.
 - **HINOJOSA Leonith et al.**, « La formación de territorio asociada a la expansión de la industria del gas en Tarija », in **Leonith HINOJOSA (dir.)**, *Gas y desarrollo: dinámicas territoriales rurales en Tarija-Bolivia*, Cerdet/Fundacion Tierra, 2012.
 - **LACROIX Laurent**, « Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'État plurinational en Bolivie et en Équateur » [en ligne], *Belgeo*, 2013 [consulté le 3 août 2014]. Disponible sur : <http://belgeo.revues.org/11512>
 - **LAVAUD Jean-Pierre**, *L'Instabilité politique de l'Amérique latine : le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan, 1991.
 - **LE GOUILL Claude**, « "Je ne suis pas ton compagnon mon frère". *Ayllus*, syndicats et métis : construction de l'altérité et changement social dans le Nord Potosí, Bolivie », thèse de sociologie, Paris 3/IHEAL, 2013.
 - **LE GOUILL Claude**, « L'ethnisation des luttes pour le pouvoir local en Bolivie : la conquête du monde rural dans le Nord Potosí », *Revue d'étude en agriculture et environnement*, vol. 92, n° 4, 2011 (a), p. 363-387.
 - **LE GOUILL Claude**, *De la Federación de los Ayllus Originarios e Indígenas del Norte Potosí hacia la Nación Charka - Qharaqhara: los caminos de la democracia y del desarrollo*, Llalagua, rapport de gestion de la nation indigène Charka - Qharaqhara, 2009-2011, 2011 (b).
 - **MASSARDIER Gilles et al.**, « Les coalitions mutineuses d'action publique : un modèle interprétatif des conflits pour l'eau dans les Amériques », *Cahiers des Ifre*, 2014, p. 63-80.
 - **MOKRANI Dunia et PILAR Uriona**, « La Construcción del Estado Plurinacional: una lectura desde los conflictos del Territorio Indígena y Parque Isiboroséure (Tipnis), Mallku Khota y Colquiri », *Anuari del conflicte social*, 2012, p. 1177-1232.
 - **MORALES AYMA Evo**, *Informe de gestión 2013*, La Paz, Estado Plurinacional de Bolivia, 2014.
 - **PERRIER BRUSLÉ Laetitia**, « Le gaz bolivien : la Bolivie face à son avenir », *Outre-Terre*, n° 18, 2007, p. 235-251.
 - **PORTUGAL Pedro**, « Visión posmoderna y visión andina del desarrollo », in **Fernanda WANDERLEY**, *El desarrollo en*



IMAGINAIRES MINIERS ET CONFLITS SOCIAUX EN BOLIVIE :
UNE APPROCHE MULTINIVEAUX DU CONFLIT DE MALLKU KHOTA

cuestión: reflexiones desde América Latina, La Paz, Cides-UMSA/Oxfam, 2011.

- **POUPEAU Franck**, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Écologie et politique*, n° 46, 2013, p. 109-119.
- **POUPEAU Franck**, « L'eau de la Pachamama : commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité », *L'Homme*, n° 198-199, 2011, p. 247-276.
- **QUIROGA TRIGO Maria Soledad**, « El sector minero en la perspectiva histórica : trayectoria del actor soipolítico », in **UNIR**, *La veta del conflicto: ocho miradas sobre conflictividad minera en Bolivia (2010-2014)*, La Paz, 2014.
- **RODRÍGUEZ-CARMORA Antonio**, **CASTRO Miguel** et **SÁNCHEZ Pablo**, *Imaginario a cielo abierto: una mirada alternativa a los conflictos mineros en Perú y Bolivia*, Madrid, Acsur, 2013.
- **SVAMPA Maristella**, « Néo-“développementalisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 81, 2011, p. 101-127.
- **THOMSON Sinclair**, *Cuando solo reinasen los indios: la política aymara de la insurgencia*, La Paz, Muela del Diablo, 2007.
- **TROM Danny**, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante : notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 1, 1999, p. 31-50.
- **ULLOA Astrid**, « La articulación de los pueblos indígenas en Colombia con los discursos ambientales, locales, nacionales y globales », in **Marisol de la CADENA** (dir.), *Formaciones de indianidad: articulaciones raciales, mestizaje y nación en América latina*, Popayán, 2007.
- **ZEGADA Maria Teresa**, **ARCE Claudia**, **CANEDO Gabriela** et **QUISPE Alber**, *La democracia desde los márgenes: transformaciones en el campo político boliviano*, La Paz, Clacso/Muela del Diablo, 2011.

RÉSUMÉ

IMAGINAIRES MINIERS ET CONFLITS SOCIAUX EN BOLIVIE :
UNE APPROCHE MULTINIVEAUX DU CONFLIT DE MALLKU KHOTA

Depuis l'élection d'Evo Morales, la Bolivie connaît des contradictions entre un discours écologique autour de l'imaginaire indigène et pratiques extractivistes. Ces contradictions ne sont pas propres au gouvernement, mais touchent aussi de nombreuses organisations sociales. La thématique minière est particulièrement révélatrice de ces tensions. À partir du cas de la région du Nord Potosí et du conflit de Mallku Khota, nous montrerons que ces conflits reposent tant sur une multiplication d'acteurs et de projets de développements concurrents, que sur une réalité matérielle et un répertoire discursif, normatif et symbolique qui conduit à une redéfinition des modes de gestion des ressources naturelles. Notre approche multiniveaux nous permettra d'analyser la circulation des imaginaires et les ressources mobilisées que les différents acteurs s'approprient de manière stratégique. Nous verrons ainsi que les discours sur la « greffe » ou le « rejet » de l'extraction minière dépendent souvent moins d'un discours idéologique que des constructions de coalitions et des évolutions du conflit.

RESUMEN

IMAGINARIOS MINEROS Y CONFLICTOS SOCIALES EN BOLIVIA:
UN ENFOQUE MULTINIVEL DEL CONFLICTO DE MALLKU KHOTA

Bolivia conoce, desde la elección de Evo Morales, una contradicción entre un discurso ecológico en torno al imaginario indígena y las prácticas extractivistas. Estas contradicciones no son únicamente propias al gobierno, sino que se encuentran también al interior de varias organizaciones sociales. El tema minero es particularmente revelador de estas tensiones. A partir del caso del Norte Potosí y del conflicto de Mallku Khota, mostraremos que estos conflictos yacen tanto en la multiplicación de actores y de proyectos de desarrollo opuestos, como en la realidad material y en un repertorio discursivo, normativo y simbólico que conduce a la redefinición de las formas de gestionar los recursos naturales. Nuestro enfoque multinivel nos permitirá analizar la circulación de los imaginarios y los recursos de movilización de los que los diferentes actores se apropian de manera estratégica. Veremos así que los discursos alrededor del “trasplante” o del “rechazo” de la extracción minera dependen menos de los discursos ideológicos que de la construcción de coaliciones y las evoluciones del conflicto.

ABSTRACT

MINING IMAGINARY AND SOCIAL CONFLICTS IN BOLIVIA:
A MULTI-LEVEL APPROACH TO THE MALLKU KHOTA CONFLICT

Since the election of Evo Morales, Bolivia has experienced a contradiction between environmental discourse around the indigenous imaginary and extractive practices. These contradictions are not unique to the government but also affect many social organizations. The subject of mining is particularly revealing of these tensions. From the case of the Northern region of Potosí and the Mallku Khota conflict, we will show that these conflicts are not only based on a multiplication of actors and on competing development projects, but also on both a material reality and a discursive, normative and symbolic repertoire leading to a redefinition of natural resources management. Through a multi-level approach we analyze the flow of imaginaries and the mobilization of resources that the different actors use in a strategic ways. We will therefore see how the discourses of “acceptance” or “rejection” of mining depend less on the ideological environmental discourse than on the construction of coalitions and the development of the conflict.

Texte reçu le 21 juillet 2015, accepté le 31 décembre 2015.

MOTS-CLÉS

- conflit
- extraction minière
- indiens
- organisations indigènes
- écologie

PALABRAS CLAVES

- conflicto
- extracción minera
- indígenas
- organización indígena
- ecología

KEYWORDS

- mining conflict
- Indians
- indigenous organizations
- ecology